



**MINISTÈRE
DES ARMÉES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Service du commissariat des armées
Groupement de Soutien Commissariat de Draguignan
Division Conduite du Soutien**

CONCESSION DE SERVICE

**Organisée en application des articles L.1121-1, L.3132-1, L.3132-2 et R.3126-1 du Code de la
Commande Publique**

Exploitation d'un salon de coiffure au profit du Cercle de la Base de Défense de
Draguignan Pôle de Fréjus – Quartier Colonel Lecocq

Le Cercle de la Base de défense de Draguignan est un établissement public administratif à vocation sociale et culturelle chargé de la mise en œuvre des activités de restauration-hôtellerie-loisirs placé sous la tutelle du ministère des Armées.

SOMMAIRE

Article 1	Redevance.....	3
Article 2	Pièces constitutives du contrat.....	4
Article 3	Objet du contrat	4
Article 4	Durée	4
Article 5	Conditions d'exploitation.....	5
Article 6	Energies - Matériels	6
Article 7	Tarifs	6
Article 8	Respect de la législation.....	7
Article 9	Responsabilités et assurances.....	7
Article 10	Consignes de sécurité et obligations de discrétion.....	8
Article 11	Résiliation.....	9
Article 12	Contestation.....	9

La présente concession de service relative à l'exploitation du salon de coiffure du cercle de la Base de défense de Draguignan - Pôle de Fréjus est établie

Entre les soussignés :

Cercle de la Base de défense de Draguignan,
Quartier Bonaparte
Avenue de la Grande Armée
83300 Draguignan

représenté par son Directeur,
autorisée à signer les présentes.

Et :

La société,
SIRET
Adresse.....
représentée par, agissant en qualité deet dûment habilité
à cet effet.

Ci-après dénommée le concessionnaire d'autre part,

Ci-après désignées conjointement par les Parties.

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 Redevance

Ce contrat prend la forme d'une concession de service conformément au Code de la Commande Publique.

Le présent contrat de concession de service valant autorisation d'occupation est consenti moyennant le versement d'une redevance à France DOMAINES.

Cette redevance due au titre du domaine public militaire est fixé annuellement par la direction départementale des finances publiques conformément aux articles L.2125-1 et suivants du code général de la propriété des personnes publiques.

Cette redevance sera composée :

D'une part fixe annuelle estimée à : 480€ et, une part variable de 3% du chiffre d'affaires réalisé sur cette occupation.

Le concessionnaire s'engage à acquitter annuellement et d'avance à la date d'anniversaire l'élément fixe de la redevance, à la Direction départemental des Finances publiques. A cet égard, l'Etat adressera un avis de paiement pour chaque échéance.

La redevance sera acquittée par le bénéficiaire dans les conditions qui lui seront précisées par la Direction départemental es Finance publiques.

En cas de retard dans le paiement des redevances dues par l'occupation ou l'utilisation du domaine public d'une personne publique, les sommes restant dues sont majorées d'intérêts moratoires au taux légal conformément à l'article L.2125-5 du code général de la propriété des personnes publiques, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en

demeure quelconque et quelle que soit la cause du retard. Les fractions de mois seront négligées pour le calcul des intérêts ;

Cette redevance, pourra être révisée les années suivantes, conformément aux dispositions de l'article R.2125-3 du code général de la propriété des personnes publiques.

Aux termes de l'article 1399 du code général des impôts (CGI), la présence d'une activité économique réalisée par le bénéficiaire de l'occupation est susceptible d'être assujettie à la taxe foncière.

Article 2 Pièces constitutives du contrat

Le contrat comporte les documents suivants :

- Le présent contrat de concession ;
- Annexe 1 Tarif des coupes ;
- Annexe 2 Offre commerciale du titulaire ;
- Annexe 3 liste des matériels ;

Seul l'exemplaire original des documents, conservé dans les archives de l'administration fait foi.

En cas de contradiction, ou d'ambiguïté résultant de l'application des documents contractuels particuliers ou généraux, les stipulations les plus favorables au pouvoir adjudicateur sont appliquées. Il en va de même en cas de contradiction interne à l'une des pièces contractuelles ou en cas de doute sur le sens d'une clause.

Article 3 Objet du contrat

Le présent contrat de concession de service a pour objet la mise à disposition d'un local – Quartier Colonel Lecocq – 83 600 Fréjus au bâtiment 66 d'une superficie de 22m2 afin de permettre l'exploitation d'un salon de coiffure au profit du Cercle de la Base de défense de Draguignan

Le concessionnaire réalise les prestations au profit du personnel civil et militaire du ministère des Armées à l'exclusion de tout autre personnel.

Le bâtiment 66 n'étant pas classé Etablissement Recevant du Public (ERP), l'accès n'est pas autorisé aux familles.

Les services proposés sont destinés au personnel civil et militaire du ministère des Armées.

Les installations mises à disposition ne pourront recevoir un autre emploi que celui prévu ci-dessus.

Article 4 Durée

Le présent contrat de concession de service est conclu pour une durée de 12 mois à compter de la date de début d'exécution des prestations. Il est ensuite reconductible de manière tacite à date anniversaire pour une période d'un an dans la limite d'une durée totale de CINQ (5) ans.

En cas de non-reconduction, l'autorité concédante notifie au concessionnaire, par lettre recommandée avec accusé de réception, et au moins un (1) mois avant le terme de la période de validité en cours, sa décision de dénoncer le marché.

Le début d'exécution des prestations ne peut intervenir avant signature du contrat et de la décision favorable du contrôle primaire.
La date prévisionnelle de commencement des prestations est fixée au 1er novembre 2025.

Article 5 Conditions d'exploitation

Le concessionnaire réalise ses prestations au profit de l'ensemble du personnel civil et militaire du ministère des Armées.

Les horaires d'ouverture du salon seront les suivants :

Du lundi au jeudi de 08h30 à 17h45

Le vendredi de 8h30 à 12h00

Ces horaires pourront être modifiés par avenant.

La fermeture du salon de coiffure en dehors de ces créneaux sera autorisée après accord de l'autorité concédante (période estivale et fin d'année).

Le concessionnaire s'engage à faire effectuer les prestations par son personnel qualifié, compétent, ayant reçu préalablement la formation réglementaire, disposant des habilitations requises conformément à l'article R121-1 et suivant du code de l'artisanat, et en situation régulière vis-à-vis de la réglementation contre le travail illégal.

Tout stagiaire devra être accompagné d'un coiffeur expérimenté.

Le concessionnaire est responsable du nettoyage quotidien du salon de coiffure ainsi que de la bonne application des mesures d'hygiène inhérentes à sa profession. Le respect de ces règles d'hygiène pourra être contrôlé, le cas échéant, par le service de santé des armées.

Les déchets doivent être recueillis dans un récipient muni d'un couvercle.

Les objets utilisés sont entretenus de manière à n'être en aucun cas une cause de transmission d'affections contagieuses, les instruments doivent être désinfectés à chaque client.

Les serviettes sont renouvelées pour chaque client.

Une hygiène corporelle scrupuleuse doit être observée, et l'utilisation de gants est obligatoire pour les traitements spéciaux.

Les produits doivent être conservés dans un récipient fermé.

Le concessionnaire s'engage :

- à régler tous les droits, taxes et charges afférentes à sa profession ;
- à respecter les règles d'hygiène et de sécurité de sa profession ;

Le Cercle de la Base de défense de Draguignan conserve le droit d'effectuer des contrôles pour s'assurer de la bonne application des règles de fonctionnement du salon de coiffure et doivent obtenir du Concessionnaire tous les renseignements nécessaires à l'exercice de ses droits et obligations.

Le Concessionnaire ne peut affecter les lieux à une destination autre que celle prévue dans le présent contrat de concession.

Article 6 Energies - Matériels

Un état des lieux est dressé contradictoirement par les parties lors de la mise à disposition des biens et de leur restitution.

Les matériels mis à la disposition du prestataire comprennent, en plus du local, les installations fixes et mobiles listée en annexe III.

L'exploitant a la possibilité de mettre en place du matériel après autorisation du Cercle de la Base de défense de Draguignan. Dans ce cas, le matériel déposé est la propriété du concessionnaire.

Pendant toute la durée du contrat, le concessionnaire s'engage à assurer l'assistance, la maintenance et l'entretien du matériel qu'il aura mis en place et s'engage à assurer l'entretien courant des matériels mis à sa disposition. Le titulaire récupère le local et le matériel en état.

En cas de dégradations, le remplacement du mobilier est à la charge du titulaire pendant toute la durée de la concession et lors de la restitution du local.

Toutes les installations énergétiques devront répondre aux normes en vigueur et devront recevoir l'agrément du chargé de prévention.

L'eau, l'électricité, et le chauffage, restent à la charge de l'administration.

Le concessionnaire est responsable du nettoyage du local. Il doit fournir l'ensemble des produits, matériels et accessoires nécessaires à la coupe de cheveux.

La fourniture et l'entretien des tenues et linges divers nécessaires aux prestations de coiffure sont également à sa charge.

Article 7 Tarifs

Le concessionnaire se rémunère sur les prestations (annexe 1) faisant l'objet de la concession. Il exploite le service à ses risques et périls.

Un bilan d'activité annuel devra **obligatoirement** être transmis au 1er trimestre de l'année N+1 mentionnant le chiffre d'affaires réalisé et les statistiques de vente par coupe.

Les tarifs sont listés à l'annexe I.

Le 21^{ème} RIMa et le CFIM organisent plusieurs campagnes d'incorporation par an (environ 50 coupes sur 48h) et seront amenés à demander au concessionnaire de réaliser la prestation sur devis sur la base d'une coupe tondeuse dégradée.

Une facture devra être établie par le concessionnaire au nom de l'organisme bénéficiaire pour ces prestations.

Les tarifs sont révisables annuellement à la date de reconduction du contrat de concession. La demande de révision de prix devra être transmise au directeur du cercle.

Un avenant au contrat sera établi fixant les nouvelles conditions tarifaires.

Les tarifs ainsi déterminés doivent être affichés par l'exploitant à l'entrée du salon de coiffure.

Chaque client règle au coiffeur le montant de la prestation et signe un registre permettant de comptabiliser le nombre de coupes réalisé par l'exploitant.

Le concessionnaire est responsable de la bonne tenue de ce registre qui sera mis à sa disposition par le cercle de la Base de défense de Draguignan.

Article 8 Respect de la législation

L'ensemble des prestations réalisées doivent être conformes aux différentes réglementations en vigueur.

L'ensemble des équipements installés et des aménagements réalisés par le Concessionnaire doivent respecter la réglementation en vigueur, qu'il s'agisse notamment de la réglementation en matière de prévention des risques d'incendie, de la réglementation du travail ou de la réglementation sanitaire.

Le Concessionnaire doit se pourvoir de toutes les autorisations nécessaires à l'exercice de son commerce. Si ces autorisations ou même une seule d'entre elles lui étaient refusées ou venaient à lui être retirées, pour quelque cause que ce soit, la convention serait résiliée de plein droit sans que cela puisse lui donner droit à aucune indemnité, ni à aucun recours.

Le Concessionnaire demeure responsable de toutes les poursuites auxquelles peut donner lieu l'exercice de son activité commerciale, soit à cause de l'inobservation des lois et règlements, soit pour tout autre motif.

Les dispositions relatives aux mesures à prendre vis-à-vis des personnes condamnées pour infraction à la législation fiscale sont rigoureusement observées par le fournisseur.

A cet effet, le concessionnaire fournira à la signature de la convention une preuve d'immatriculation de la société.

Article 9 Responsabilités et assurances

Le concessionnaire déclare avoir contracté une assurance de responsabilité civile d'exploitation qui devra couvrir les dommages corporels et matériels : incendie, dégât des eaux, explosion, responsabilité civile, tant en ce qui concerne les dommages subis par les dits matériels, que ceux provoqués par ces derniers aux immeubles, matériels et personnels des armées et des tiers. Elle devra être d'un montant suffisant et être souscrite auprès d'un établissement dont la solvabilité est reconnue.

Il devra justifier pendant toute la durée du marché qu'il est titulaire d'une assurance garantissant sa responsabilité à l'égard de l'ensemble du personnel exécutant la prestation, des tiers, des usagers, de la personne publique et de ses agents en cas d'accident causé par la conduite des prestations, les modalités de leur exécution, ou la tenue et le comportement de ses agents.

Dans l'hypothèse où l'attestation de la compagnie d'assurance portant mention de l'étendue de la responsabilité garantie n'a pas été fournie lors de la candidature: une copie de cette attestation sera adressée, **au plus tard quinze jours ouvrés après la date de notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci.**

L'étendue de la garantie devra figurer sur ce document.

Le contrat fera mention d'une clause spéciale par lequel l'assureur renonce à tout recours contre l'état (ministère des Armées), en raison des indemnités qu'il serait amené à payer, même dans le cas où il serait habilité à intenter un recours à l'encontre du cercle.

L'attestation d'assurance devra être adressée tous les ans lors de la reconduction de la police d'assurance à :

- Cercle de la Base de Défense de Draguignan ;
- Unité de soutien de l'infrastructure de la Défense de Draguignan.

La validité de la présente convention demeure subordonnée à la conformité et à la validité du contrat d'assurance souscrit.

Article 10 Consignes de sécurité et obligations de discrétion

10.1 Règlementation du travail

Le titulaire déclare avoir pris connaissance des dispositions qui figurent dans **l'arrêté ministérielle du 19 mai 2020 relatif aux modalités d'application des règles relatives aux interventions d'entreprises extérieures et aux opérations de bâtiment et de génie civil dans un organisme du ministère de la défense.**

Le titulaire s'engage pour ce qui le concerne à s'y conformer.

A cet effet, le concessionnaire devra prendre contact avec le chargé de prévention afin de signer le plan de prévention avant tout commencement d'exécution des prestations

Monsieur Michel BERTILLE 04 94 17 86 73 / michel.berthille@intradef.gouv.fr

10.2 Confidentialité et sécurité

Le concessionnaire s'engage à contacter la responsable désignée par l'organisme bénéficiaire :

Madame Valerie PINON 04 83 08 24 73 / valerie.pinon@intradef.gouv.fr

Afin d'une part, de fournir tous les renseignements relatifs à l'ensemble de son personnel chargé à chaque niveau de l'exécution des prestations et d'autre part, pour remplir tous les documents nécessaires à l'accès du site pour l'ensemble de ces personnels. Le concessionnaire s'engage à remplacer les personnes qui n'ont pas été autorisées à accéder au site par le ministère des Armées. Dans le cas où les prescriptions du présent article ne seraient pas respectées, le concessionnaire ne pourrait prétendre à aucune indemnité si l'accès du site est refusé à ses employés.

Tout personnel du concessionnaire devra pour accéder dans l'enceinte du quartier, être muni d'une autorisation et avoir satisfait aux règles concernant l'accès aux bâtiments militaires.

Dès le début d'exécution du marché, le concessionnaire s'engage à contacter le chef du service général du site afin de lui transmettre les éléments nécessaires à l'obtention des autorisations d'accès des véhicules.

Lors de l'exécution des prestations, Le concessionnaire peut avoir connaissance d'informations, qui, sans être couvertes par une quelconque mention de protection, doivent néanmoins rester confidentielles et ne peuvent être rendues publiques.

Il s'engage à ne faire aucune divulgation, sous quelque forme que ce soit, sans autorisation écrite des différentes formations bénéficiaires des marchés, de tout élément connu, en dehors des communications strictement indispensables à l'exécution.

Le concessionnaire certifie conformément aux dispositions des articles L.3243-1, L.3243-2, L.3243-4, L.772-1, L.772-2, L.1221-10, L.1221-13, et L.1221-15 du code du travail que ses salariés sont employés régulièrement.

La violation par le concessionnaire des obligations rappelées ci-dessus, peut entraîner la résiliation du marché à ses torts, sans préjudice des peines prévues par les dispositions légales relatives aux crimes et délits contre la sûreté de l'Etat.

Article 11 Résiliation

La concession peut être résiliée de plein droit, sans indemnité après préavis de deux mois minimum :

Par le cercle de la Base de défense de Draguignan :

- en cas de dissolution ou transfert de l'activité du cercle ;
- à tout moment, par lettre recommandée avec accusé de réception en cas de non-respect des obligations contractuelles, après un délai de trente jours suivant une mise en demeure ;
- à tout moment, après respect d'un préavis de deux mois.

Par le concessionnaire :

- à tout moment après respect d'un préavis de deux mois.

A l'échéance du contrat de concession, le concessionnaire s'engage à retirer ses matériels à ses frais et rendre les locaux dans l'état où il les a perçus dans un délai de dix jours. Les arrivées d'eau potable, les évacuations d'eaux usées et branchements électriques devront être remis en état et les locaux devront être rendus dans un état de propreté impeccable.

La résiliation du contrat de concession ne pourra donner lieu à aucune indemnité que ce soit.

Article 12 Contestation

Les deux parties prennent l'engagement de mettre en œuvre tous les moyens pour tenter de régler à l'amiable les litiges qui pourraient naître pendant l'exécution de la présente convention ou lors de la rupture du contrat. Toute contestation relative à l'interprétation, ou à l'exécution de la présente convention sera de la compétence du tribunal administratif du lieu d'exécution de la prestation.

La concession comprend 10 pages et 4 annexes.

Fait en un exemplaire original à Draguignan.

Date

Signatures

Lu et approuvé

Le concessionnaire

Lu et approuvé

L'autorité concédante